

La Culture pour tou·te·s

Il est indéniable que le mandat qui s'achève a vu des réalisations importantes dans ce domaine comme la construction du lieu identitaire de la Comédie ou le lancement de « Mille Formes », que nos élus ont soutenus. Mais les menaces planent sur les conquêtes que les acteurs de la vie culturelle et artistique de notre ville ont pu obtenir. A quelques exceptions près les subventions aux associations baissent ou stagnent (ce qui revient à une baisse avec l'inflation), cela associé au plan de licenciement des emplois aidés fragilise de nombreuses structures. Alors qu'ils ne devraient être que des aides en formation, souvent les services civiques pallient à l'impossibilité de créer des emplois pourtant nécessaires. Les accommodements divers avec le néo-libéralisme comme le vocabulaire insidieux qui s'installe à base de compétition, d'attractivité, de communication indique une mauvaise direction contraire à la démocratisation de la culture que nous défendons. Est-il normal que nombre d'association soient obligées de se tourner vers des entreprises privées qui non contentes de se payer une communication à peu de frais (elles bénéficient d'une exonération de 60% sur la somme investie) peuvent souvent avoir des exigences importantes en termes de contreparties. Comment ne pas voir dans les politiques de promotion systématique du mécénat l'acceptation forcée des politiques d'austérité et une fragilisation de l'autonomie des structures culturelles qui pourrait se révéler redoutable dans les prochaines années ?

Bien évidemment les réalités économiques ne sont pas simples et rien ne se réglera d'un claquement de doigts mais quand on nous rabâche qu'il n'y a plus d'argent public et qu'il faut aller le chercher ailleurs, nous répondons qu'il y a des choix et des priorités à faire.

L'égalité devant l'accès à la culture, moyen d'émancipation et d'ouverture au monde doit être une priorité d'une collectivité. c'est pourquoi, par exemple, nous posons la question de la pertinence des grands travaux inutiles (grand stade) ou des opérations de prestige hors sol.

C'est pourquoi nous contestons les arbitrages qui ont été faits en matière culturelle. Pendant que quelques opérations liées à Effervescences et à la candidature de Clermont-Fd comme capitale européenne de la culture ont polarisé la vie culturelle locale, ce sont de nombreuses saisons et festivals culturels municipaux qui ont vu leur budget être réduit de 15 % à 30 %. Le Conte en Fête, Back Ground, les Anatolies... des évènements culturels majeurs dans les quartiers Nord et Sud de Clermont-Fd ne sont plus aujourd'hui que l'ombre d'eux-mêmes, malgré un succès populaire mêlant associations, habitant-es, acteurs culturels locaux. De même, Graines de Spectacles, malgré son travail reconnu de diffusion de spectacles vivants de grandes qualité auprès des scolaires, ou les Contre-Plongées qui animent la vie culturelle pendant l'été, toutes ont vu leur budget clairement diminuer.

La politique culturelle d'Olivier Bianchi a donc schématiquement consisté à mettre la priorité sur les grands évènements prestigieux au détriment du travail de terrain et de l'accessibilité de toutes et tous à la culture. Un renoncement à l'ambition de démocratisation culturelle, à peine compensée par le programme Demos. Un renoncement qui a été amplifié par une réforme bâclée de l'ancienne

Direction de l'Animation de la Jeunesse et des Loisirs qui a fragilisé les équipes d'animation, et leur capacité à faire vivre la culture dans tous les quartiers de la ville.

Que l'on se réclame de « l'élitisme pour tous » cher à Jean Vilar et Antoine Vitez, ou des diverses cultures populaires qui irriguent notre Ville, avec la liste « Clermont-Ferrand en Commun » conduite par Marianne Maximi, nous voulons sensibiliser et mobiliser toutes celles et ceux qui veulent rester vigilant-es vis à vis de politiques qui sapent de toutes parts le monde de la culture et aider les structures qui œuvrent pour le développement de la culture pour tou-te-s.

Nous voulons la culture pour tou-te-s mais bien évidemment il ne suffit pas de répéter en boucle ce genre de slogan pour qu'il se réalise. Aussi la médiation en direction des scolaires, des quartiers, des publics empêchés... est fondamentale dans ce processus. De nombreuses associations se sont déjà engagées dans cette démarche souvent de façon discrète et parfois avec l'ignorance voire le mépris de responsables publics. Aussi nous souhaitons renforcer le soutien aux structures qui font ce travail.

Il ne s'agit pas de faire ici l'inventaire de la riche vie culturelle clermontoise mais de donner quelques éléments de notre vision d'une politique culturelle et quelques principes qui sous-tendent notre action.

- Respect de l'indépendance des associations culturelles. Si celles-ci doivent rendre des comptes au centime d'euro prêt quand il s'agit de l'utilisation des subventions, elles doivent bénéficier d'une indépendance de gestion et d'une liberté de programmation complète. Il faut sortir par le haut de l'instrumentalisation souvent liée au clientélisme, ou à la récupération politique.

Nos propositions :

- Clermont-Ferrand, ville d'image !

D'importantes manifestations liées au cinéma, à l'audio-visuel ou à la photographie s'y déroulent :

- * le Festival du Court Métrage dont ses activités d'éducation aux images, d'accueil de tournages et son Centre de Documentation fonctionnent toute l'année et qui a un projet de développement intitulé « La Cité du Court ».
- * Traces de Vie qui met en valeur le documentaire
- * Vidéoformes Festival International d'Arts Numériques
- * La photographie avec le Centre Photographique ou encore le Festival

Nicéphore

- * Le Cinéma le Rio.

Renforcer ces activités et leurs équipes organisatrices, leur donner les moyens non seulement d'assurer les manifestations mais aussi leurs activités régulières qui sont d'une grande utilité sociale. Nous renforcerons le soutien au Cinéma le Rio, dernière salle indépendante de la métropole.

Bâtir des partenariats avec des institutions nationales comme les grandes écoles de cinéma (chainon manquant à Clermont-Ferrand) ou encore la

Cinémathèque Française permettant l'ouverture d'un musée du pré-cinéma sachant qu'une collection exceptionnelle existe dans notre ville.

Par un soutien actif à la Cité du Court, mettre en valeur les ressources uniques d'un acteur majeur du cinéma, à Clermont-Fd, en Auvergne et bien au-delà.

- Proposer un égal accès aux lieux de pratiques amateurs sur la ville : faire vivre les arts et la culture, c'est ne priver personne de les rencontrer et les pratiquer.
- Un soutien administratif et technique mutualisé pour l'accès aux résidences, à la production et à la diffusion : pour permettre aux jeunes artistes de développer leur art et leurs démarches.

- Étendre les compétences de la Métropole en matière culturelle par exemple en y associant le théâtre : si la CAM a une compétence culturelle, elle doit pouvoir s'exercer à égalité dans tous les domaines. Théâtre et danse, mais aussi arts plastiques et urbains : autant de domaines où notre collectivité brille malgré des moyens en berne.

- Un lieu spécifique pour le Centre lyrique lui permettant d'installer son administration et son atelier de costumes.

- Faire de la richesse archéologique de Clermont-Ferrand et de sa région un atout majeur de sa politique culturelle et touristique.

- Sauvegarder le patrimoine et mettre en valeur le patrimoine : une ville d'histoires qu'il convient de préserver pour les générations futures. Un patrimoine à mettre en lumière et en valeur, pour rendre aux femmes la place qui est la leur dans la vie de nos cités.

Clermont-Ferrand capitale européenne de la culture en 2028 ?

Alors que Clermont vient de perdre son statut de capitale régionale suite à la désastreuse réforme territoriale qui nous dépossède de nombre d'emplois et de services au profit de Lyon, Le Maire, comme un substitut à cette perte, postule au statut hypothétique de Capitale Européenne de la Culture. Pourquoi pas mais pourquoi faire ? Sur cette question comme sur d'autres il faut en revenir à l'urgence démocratique. Pour ce faire les différents acteurs culturels (grands et petits) de la Métropole doivent être *véritablement* consultés afin d'aboutir, en liaison avec les élu-es, à une décision motivée : stop ou encore. Et si c'est « encore » la mise en place d'un comité de pilotage véritablement représentatif. C'est aussi cela la démocratisation de la culture.